

Communautés européennes

---

PARLEMENT EUROPÉEN

Documents, de séance

1972 - 1973

---

17 avril 1972

DOCUMENT 11/72

## Rapport

fait au nom de la commission politique

sur le Traité relatif à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume du Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Rapporteur: M. Lucien RADOUX

PE 29.525/déf.

1.2.1

Edition en langue française

PE 1972-1973: II



Le Président du Parlement européen, par lettre du 9 février 1972, a autorisé la commission à faire rapport sur le traité relatif à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La commission a nommé M. Radoux rapporteur en date du 17 février 1972.

Au cours de la réunion du 6 avril 1972, la commission a examiné le projet de rapport et a adopté la proposition de résolution ainsi que l'exposé des motifs à l'unanimité.

Etaient présents : M. Lautenschlager, vice-président, MM. Radoux, rapporteur, Berthoin, Broeksz, Cousté (suppléant M. Habib-Deloncle), Dewulf, Jahn, Kollwelter (suppléant M. Glesener), Mlle Lulling (suppléant M. Corona), MM. Mommersteeg, Müller, Richarts (suppléant M. Lücker), van der Stoel (suppléant M. Vals), Wohlfart.

S O M M A I R E

	<u>Page</u>
A. PROPOSITION DE RESOLUTION .....	5
B. EXPOSE DES MOTIFS .....	7

A.

La commission politique soumet au vote du Parlement européen, sur la base de l'exposé des motifs ci-joint, la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur le traité relatif à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Parlement européen,

- vu le traité du 22 janvier 1972 relatif à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique (1),
  - vu l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités ainsi que les annexes, les protocoles, l'échange de lettres concernant les questions monétaires,
  - vu la décision du Conseil relative à l'adhésion des quatre pays susmentionnés à la C.E.C.A.,
  - vu les articles 98 du traité de la C.E.C.A., 237 du traité de la C.E.E. et 205 du traité de la C.E.E.A.,
  - vu le rapport de la commission politique (doc. 11/72),
1. exprime un avis favorable à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
  2. est convaincu que l'élargissement des Communautés est conforme aux intérêts de tous les Etats signataires et qu'il constitue un élément positif à la fois pour le renforcement de la structure communautaire, pour ses possibilités d'action en faveur du progrès social des peuples européens, pour l'amélioration des relations internationales et pour le développement accéléré des pays économiquement défavorisés;
  3. souligne avec une vive satisfaction que cette évolution décisive de la construction européenne s'effectue sur la base des réalisations concrètes des Communautés et de la reconnaissance des finalités inscrites dans les traités de Paris et de Rome;
  4. constate que les Communautés élargies restent fidèles au préambule du traité de Rome instituant la Communauté économique européenne et qu'elles sont donc "résolues à affermir, par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté et appellent les autres peuples de l'Europe qui partagent leur idéal à s'associer à leur effort";

(1) J.O. n° L 73 du 27.3.1972

5. souligne que l'agrandissement quantitatif ne peut conduire à un renforcement et à un approfondissement de la Communauté que si l'on parvient à mettre en oeuvre des structures institutionnelles qui, dans le respect de la diversité des Etats membres, soient en mesure de promouvoir des actions et d'arrêter des décisions conformes au rôle renforcé et aux responsabilités accrues qui incombent à la Communauté élargie en tant qu'élément indispensable de stabilité et de sécurité dans les relations internationales ainsi qu'élément déterminant pour le progrès des pays en voie de développement;
6. insiste pour que la volonté politique qui a permis la conclusion positive de négociations longues et difficiles soit réaffirmée et renforcée par des décisions qui conduisent nécessairement
  - à la reconnaissance, dans le cadre de la Communauté élargie, de plus amples pouvoirs d'initiative, de décision et de contrôle au Parlement européen;
  - à la définition d'objectifs précis et d'un calendrier d'action permettant de garantir que la Communauté progressera dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et politique des peuples européens;
7. espère une ratification rapide dans les Etats membres et dans les Etats adhérents du traité d'adhésion s'appuyant sur une approbation convaincue des peuples à la construction d'une plus grande Europe, économiquement et politiquement unie et constituant un facteur important de paix et de progrès dans le monde;
8. charge son Président de transmettre la présente résolution aux autres Institutions des Communautés et aux parlements des Etats membres.

B.

EXPOSE DES MOTIFS

1. Les traités instituant les Communautés européennes ne prévoient pas explicitement une intervention formelle du Parlement européen dans les cas d'adhésion de nouveaux membres. Il est toutefois évident que le Parlement européen a le devoir moral et politique, de participer aux procédures qui sanctionneront la décision relative à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ce devoir découle du fait que l'élargissement des Communautés représente un fait de portée historique au plan mondial. A cette occasion le Parlement européen entend réaffirmer que la construction européenne ne peut se faire sans la participation active et consciente des peuples et des institutions appelées à les représenter.

2. Par l'intermédiaire de ses commissions parlementaires, le Parlement européen a suivi attentivement le déroulement des négociations. Ceci a été rendu possible grâce à une étroite collaboration avec le Conseil et la Commission des Communautés européennes, collaboration dont il faut se féliciter. Au cours des fréquents échanges de vues qui ont eu lieu dans les diverses commissions parlementaires avec des Membres de la Commission des Communautés européennes les aspects particuliers de la négociation et l'orientation souhaitée par les organes responsables du Parlement ont été mis en lumière.

La commission politique ne pense pas devoir, à l'occasion du présent rapport, procéder à une analyse systématique du traité et des actes y afférents, mais bien plutôt - dans le respect de la tradition parlementaire - de proposer au Parlement européen une appréciation globale des résultats de la négociation.

3. L'élargissement de la Communauté comporte cependant toute une série de problèmes et de perspectives que la commission politique entend souligner : la définition d'une structure institutionnelle plus appropriée à une situation nouvelle; les rapports de compétences entre les institutions des Communautés et les Etats membres; l'approfondissement de l'action communautaire dans les différents secteurs d'activité économique et sociale déjà prévus par les traités et le renforcement des accords ultérieurs en ce qui concerne la politique extérieure et la politique de défense.

Il s'agit toutefois de problèmes et de perspectives qui devront être examinés de manière plus appropriée et plus approfondie lorsque la ratification parlementaire du traité d'adhésion sera un fait accompli et en tenant évidemment compte des autres étapes extrêmement importantes du processus d'unification européenne, en particulier de la prochaine conférence au sommet des Chefs d'Etat ou de Gouvernement.

4. Dans le cadre du présent rapport, la commission politique entend se limiter à souligner, par un avis favorable au traité d'adhésion, certains aspects essentiellement politiques de l'élargissement des Communautés. La proposition de résolution soumise à l'examen du Parlement européen ne représente donc pas une analyse du traité, mais une contribution au débat à son sujet, dans la conviction que l'adhésion aux Communautés de quatre nouveaux pays représente un fait politique d'importance capitale pour l'avenir des peuples européens et pour le rôle que l'Europe doit jouer dans le monde.



# European Communities

---

## EUROPEAN PARLIAMENT

# Working Documents

1972 - 1973

---

17 April 1972

DOCUMENT 11/72

## Report

drawn up on behalf of the Political Affairs Committee

on the Treaty concerning the accession to the European Communities of the Kingdom of Denmark, Ireland, the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Rapporteur: Mr. Lucien Radoux

PE 29.525/def.



In a letter of 9 February 1972, the President of the European Parliament authorized the Political Affairs Committee to draw up a report on the Treaty<sup>4</sup> concerning the accession to the European Communities of the Kingdom of Denmark, Ireland, the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

The Committee appointed Mr. Radoux rapporteur on 17 February 1972.

At its meeting on 6 April 1972, the Committee examined the draft report and unanimously adopted the motion for a resolution together with the explanatory statement.

The following were present:

Mr. Lautenschlager, Vice-Chairman,

Mr. Radoux, Rapporteur,

Mr. Berthoin, Mr. Broeks, Mr. Cousté (deputizing for Mr. Habib-Deloncle), Mr. Dewulf, Mr. Jahn, Mr. Kollwelter (deputizing for Mr. Glesener), Miss Lulling (deputizing for Mr. Corona),

Mr. Mommersteeg, Mr. Müller, Mr. Richarts (deputizing for Mr. Lücker),

Mr. van der Stoel (deputizing for Mr. Vals) and Mr. Wohlfart.



The Political Affairs Committee hereby submits to the European Parliament the following motion for a resolution, together with explanatory statement:

MOTION FOR A RESOLUTION

on the Treaty concerning the accession to the European Communities of the Kingdom of Denmark, Ireland, the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

The European Parliament,

- having regard to the Treaty of 22 January 1972 concerning the accession to the European Economic Community and European Atomic Energy Community of the Kingdom of Denmark, Ireland, the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland<sup>1</sup>,
  - having regard to the Act concerning the conditions of accession and the adjustments to the Treaties and the Annexes, Protocols and Exchange of Letters on monetary questions,
  - having regard to the Decision of the Council concerning the accession of the four above-mentioned countries to the European Coal and Steel Community,
  - having regard to Article 98 of the ECSC Treaty, Article 237 of the EEC Treaty and Article 205 of the EAEC Treaty,
  - having regard to the report of the Political Affairs Committee (Doc. 11/72),
1. Expresses a favourable opinion on the accession of the Kingdom of Denmark, Ireland, the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the European Communities;
  2. Is convinced that the enlargement of the Communities accords with the interests of all the signatory States and is a valuable factor in strengthening the Community's structure, broadening the scope of its action to bring about social progress for the peoples of Europe, improving international relations and ensuring faster development of the economically underprivileged countries;

---

<sup>1</sup> Official Journal L 73, 27 March 1972.

3. Notes with great satisfaction that this decisive step towards European unification is being taken on the basis of the Communities' practical achievements and recognition of the ultimate objectives laid down in the Treaties of Paris and Rome;
4. Notes that the enlarged Communities still subscribe to the Preamble to the Treaty of Rome establishing the European Economic Community and are therefore 'resolved, by thus pooling their resources, to preserve and strengthen peace and liberty, and call upon the other peoples of Europe who share their ideal to join in their efforts';
5. Stresses that the accession of the new States can only lead to a strengthening and deepening of the Community if effective steps are taken to establish institutional structures which, while making due allowance for the diversity of the Member States, will also be able to encourage action and take decisions compatible with the strengthened role and increased responsibilities of the enlarged Community as an essential factor for stability and security in international relations and as a decisive contribution to the progress of the developing countries;
6. Stresses the need for the political will which resulted in the successful outcome of the long and difficult negotiations to be reaffirmed and backed by decisions which will necessarily lead to:
  - the granting of wider powers of initiative, decision and control to the European Parliament in the enlarged Community,
  - the laying down of precise aims and a timetable of action designed to ensure that the Community will make progress in all sectors of the economic, social and political life of the peoples of Europe;
7. Hopes that the Treaty of Accession will be ratified at an early date by the original and new Member States with the wholehearted support of their respective citizens for the construction of a larger Europe which will be economically and politically united and constitute an important factor for peace and progress throughout the world;
8. Invites its President to forward this resolution to the other Community institutions and to the Member States' parliaments.

EXPLANATORY STATEMENT

1. The Treaties establishing the European Communities make no explicit provision for formal intervention by the European Parliament in the event of the accession of new members. It is, however, clear that the European Parliament has a moral and political duty to play its part in the procedure leading up to final approval of the decision concerning the accession of the Kingdom of Denmark, Ireland, the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the European Communities. This duty stems from the fact that the enlargement of the Communities is an event of world historical significance. On this occasion the European Parliament wishes to reaffirm that progress towards European unification cannot be made without the active and considered participation of the peoples and institutions representing them.

2. The European Parliament has followed the progress of the negotiations closely through its parliamentary committees. This has been made possible by close cooperation with the Council and the Commission of the European Communities which the Parliament welcomes. During the frequent discussions with members of the Commission of the European Communities in the various parliamentary committees, specific aspects of the negotiations and the policy which the responsible bodies of Parliament advocated were stressed.

The Political Affairs Committee does not intend to make a systematic analysis of the Treaty and Acts relating to it in this report but prefers to respect parliamentary tradition and present an overall assessment of the results of the negotiations to the European Parliament.

3. However, the enlargement of the Community raises a number of problems and opens new prospects which the Political Affairs Committee wishes to stress: the setting up of an institutional structure which is more appropriate to a new situation; the division of powers between the Community institutions and Member States; the consolidation of Community action in the various sectors of economic and social activity already covered by the Treaties and strengthening of subsequent agreements on external and defence policy.

However, it seems preferable to postpone a more detailed assessment of these problems and prospects until parliamentary ratification of the Treaty of Accession has been completed; due reference must obviously also be made to other vital stages in the process of European unification, in particular the forthcoming summit conference of Heads of State or Government.

4. In this report the Political Affairs Committee has chosen to confine itself to stressing, through a favourable opinion on the Treaty of Accession, certain essentially political aspects of the enlargement of the Communities. The motion for a resolution submitted to the European Parliament is therefore not an analysis of the Treaty but a contribution to the relevant debate, based on the conviction that the accession of four new countries to the Communities is a political event of crucial importance to the future of the peoples of Europe and to the role which Europe must play in the world.